



Atelier du MAEP sur le renforcement des capacités des pays africains à préparer

les examens nationaux volontaires en vue

du Forum politique de haut niveau 2021 et de l'élaboration du cadre pour l'établissement des rapports sur l'Agenda 2063 de l'Union africaine

22-23 février 2021

Djibouti

Sous les auspices du Ministère des affaires étrangères de Djibouti

Organisé en partenariat avec le Centre africain pour les ODD, la GIZ, la Commission de l'Union africaine, UNDESA, et le Centre régional du PNUD à Addis-Abeba.

Compte-rendu



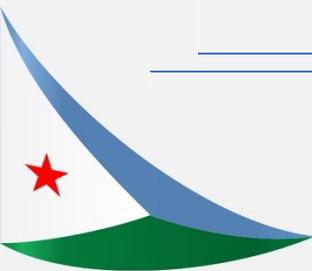
L'atelier en bref

Le troisième atelier régional du MAEP sur le renforcement des capacités des pays africains à préparer les examens nationaux volontaires (ENV) a eu lieu les **22 et 23 février 2021**, en partenariat avec le bureau de la GIZ auprès de l'Union africaine et d'autres partenaires stratégiques.

Depuis 2018, le MAEP s'est engagé, dans le cadre de son mandat élargi, à soutenir le partage des connaissances et l'apprentissage entre pairs sur la planification, la domestication, le suivi et l'évaluation des ODD et de l'Agenda 2063. En 2019, le MAEP a organisé deux ateliers, dont l'un à Addis-Abeba en janvier 2019 et l'autre à Kigali octobre 2019, alors qu'en 2020, des dialogues régionaux virtuels ont été menés avec des représentants de douze États membres de l'Union africaine (UA) et de la société civile sur les mesures de riposte des pays face à la COVID-19 et les préparatifs du Forum politique de haut niveau (FPHN) de 2020. La participation à ce troisième atelier était hybride, les intervenants étant présents à la fois physiquement et virtuellement. Des experts nationaux de plus de 12 États membres de l'UA

Messages clés et recommandations

- Les plateformes multipartites pour la coordination et la mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2063 au niveau national sont importantes. *L'expérience de certains pays qui ont mis en place des mécanismes institutionnels spécifiques, tels que des groupes de travail sur les ODD et les ENV, a contribué à assurer la collaboration entre les parties prenantes nationales pour la préparation des ENV, malgré les perturbations causées par la COVID-19.*
- *Il a été établi qu'aucun pays ne s'est totalement remis de la pandémie. Les scénarios de relance après la COVID-19 appellent davantage l'attention sur l'ODD 3 relatif à la bonne santé et le bien-être de tous à tout âge. La COVID-19 a révélé l'existence de couches supplémentaires de fragilités et de vulnérabilités institutionnelles en Afrique. Il devient de plus en plus difficile de mettre en œuvre les programmes de planification et de suivi des ODD en raison des mesures de restriction mises en place en 2020 en vue d'enrayer la pandémie.*
- *La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la Commission de l'Union africaine (CUA), le Centre africain pour les ODD (SDGCA) et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) sont invités à collaborer étroitement afin de mettre au point des outils intégrés de suivi et d'évaluation de l'Agenda 2063 et des ODD. L'harmonisation des différents systèmes de suivi et d'établissement des rapports reste importante pour surmonter la lassitude des États membres en la matière.*
- *Le MAEP offre un mécanisme régional exceptionnel pour le partage d'expériences et l'apprentissage par les pairs sur la préparation des ENV en amont du FPHN chaque année. La valeur ajoutée de ces ateliers sur les ENV doit être soutenue et maintenue même au niveau national si les ressources financières le permettent.*
- *Malgré les divers efforts déployés pour faire connaître l'Agenda 2063 et ses projets phares, une déconnexion évidente subsiste entre les ODD et l'Agenda 2063 dans certains pays africains. Les organes du MAEP et de l'UA doivent coordonner leurs efforts pour une plus grande sensibilisation à l'Agenda 2063 et à ses projets phares dans les pays.*



(Afrique du Sud, Bénin, Djibouti, Égypte, Ghana, Kenya, Mali, Maurice, Nigéria, Ouganda et Tchad,) ont participé activement à l'atelier afin de faire part de leurs expériences au niveau national, dans la préparation des ENV et des avancées réalisées en 2020 dans la mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2063. Des représentants de la société civile et d'organisations internationales telles que Accountability Lab, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la Commission de l'UA et la Banque africaine de développement (BAD) étaient présents.

A. Session d'ouverture

Le professeur Eddy Maloka, Directeur général du Secrétariat continental du MAEP, M. Mahamoud Ali Youssouf, Ministre des affaires étrangères, Mme Barbara Manzi, Coordonnatrice résidente des Nations Unies à Djibouti, le Dr Inge Baumgarten, Directrice du bureau de la GIZ auprès de l'UA et le Dr Hala El-Said, Ministre égyptien de la planification et du développement économique ont prononcé des discours lors de la session d'ouverture. Ils ont tous insisté sur la crise de la COVID-19 et sur la manière dont elle a affecté le processus d'établissement des rapports sur les ENV et les pratiques des pays africains pour résister à ses effets. Le MAEP a été félicité d'avoir maintenu les réunions régionales sur les ENV en prélude au FPHN 2021. Les orateurs ont insisté sur l'importance de créer une plateforme africaine pour discuter des progrès accomplis et des défis rencontrés dans la réalisation des ODD, face aux conséquences colossales de la COVID-19 sur les économies et les sociétés africaines.

L'atelier a été réparti en huit sessions selon les thèmes suivants :

- 1. ENV et leçons tirées de la COVID-19 ;**
- 2. Mécanismes institutionnels et moyens de mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2063 au niveau national ;**
- 3. Questions transversales, telles que le genre, la migration et l'autonomisation de la société civile ;**
- 4. Lignes directrices actualisées pour l'établissement des rapports sur les ENV et le FPHN 2021 ;**
- 5. Suivi-évaluation (S&E) des ODD et de l'Agenda 2063 ;**
- 6. Apprentissage entre pairs sur les cadres nationaux de S&E ;**
- 7. Financement des ODD et partenariats horizontaux en vue de la gouvernance des ODD et de l'Agenda 2063 ; et**
- 8. Préparatifs du Forum régional africain pour le développement durable et le Forum politique de haut niveau 2021.**

B. Exposés et discussions

- I. ENV et leçons tirées de la COVID-19**



Kenya

M. Saitoti Torome, Secrétaire général du Ministère d'État à la planification, a indiqué que son pays suit une structure gouvernementale à deux niveaux, composée du gouvernement national et de 47 comtés. Le dernier niveau offre un soutien technique aux comtés qui non seulement intègrent les ODD et l'Agenda 2063 mais renforcent également leurs capacités. Au niveau national, les ODD et l'Agenda 2063 sont intégrés à travers des plans à moyen terme (PMT). Au niveau des comtés, les ODD et l'Agenda 2063 sont intégrés à travers de plans de développement intégré du comté (CIDP). Les projets et les programmes sont mis en œuvre sur la base des priorités identifiées dans les PMT et les CIDP. Le gouvernement a dévoilé un programme ambitieux à quatre volets, axé sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la couverture sanitaire universelle (CSU), l'industrie manufacturière et le logement abordable.

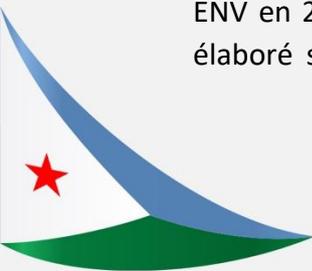
Ce programme contribue à la réalisation des ODD 2, 3, 9 et 11). Depuis 2017, le Kenya a procédé au suivi de huit indicateurs des ODD, passant de 128 à 136 indicateurs sur les 232 existants. Le Comité technique interagences (IATC) est l'entité chargée de coordonner les ODD à l'échelon national. Il est composé, entre autres, de ministères, d'acteurs non étatiques, d'institutions universitaires, du PNUD et du Conseil national de la jeunesse (CNJ). Une approche axée sur le gouvernement et la société dans son ensemble, est utilisée pour parvenir à la mise en œuvre des ODD.

En ce qui concerne la COVID-19, le gouvernement a mis en place un comité national de coordination chargé d'évaluer les risques et de prodiguer des conseils sur les mesures adéquates de prévention, de préparation et de riposte. Un fonds d'intervention d'urgence face à la COVID-19 a également été créé. Le processus d'ENV a été affecté en raison des mesures de confinement adoptées à l'échelle nationale. Le FPHN 2020, qui s'est déroulé virtuellement, a nécessité des consultations en ligne et des exposés préenregistrés.

Le Kenya a tiré les enseignements suivants pour la préparation des EVN : se préparer bien à l'avance au niveau national, impliquer les organes nationaux concernés par les objectifs de développement durable, respecter scrupuleusement les délais fixés, faire participer les jeunes et les femmes à la planification et la présentation des rapports sur les ODD, présenter les grandes lignes du rapport sous forme de documentaire, avoir recours à des plateformes virtuelles, élaborer une version conviviale et populaire de l'ENV pour en faire une large diffusion des messages clés.

Nigéria

Le **Dr Bala Yusuf Yunusa**, Conseiller technique principal au Bureau de l'Assistant spécial principal du Président chargé des ODD, a présenté les progrès réalisés par le Nigéria en matière d'ODD. Après l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Nigéria a très vite pris des mesures concrètes et a créé le Bureau de l'Assistant spécial principal du Président chargé des ODD, qui a quatre mandats. Le Nigéria a réalisé son premier ENV en 2017 ; il est l'un des 44 pays à avoir présenté un ENV cette année-là. L'ENV a été élaboré sous la forme d'un rapport fondé sur des données probantes par le biais d'une



approche englobant l'ensemble de la société et impliquant toutes ses composantes. Il a mis en évidence les domaines où des progrès ont été accomplis et où des difficultés ont été rencontrées dans la réalisation des ODD.

Un groupe de travail multipartite restreint chargé des ENV (GT-ENV) a été créé, et c'est dans ce contexte que la production de rapports de sept ODD prioritaires, et plus précisément de cinq indicateurs par ODD, ont été identifiés comme nécessitant un examen approfondi. Une équipe de recherche a eu recours à la collecte de données secondaires pour rédiger une ébauche de résumé de chaque ODD. Le confinement imposé par la COVID-19 sur l'ensemble du territoire national a limité la capacité à mener des recherches primaires faute d'accès aux documents pertinents. Le groupe de travail restreint chargé des ENV a fait preuve d'un leadership et d'un soutien institutionnel remarquables, à travers des conseils techniques et un retour d'information précieux sur les résultats attendus. L'administration actuelle a pour ambition de sortir 100 millions de Nigériens de la pauvreté au cours des dix prochaines années et entend pour cela accorder la priorité aux ODD 1, 2 et 8.



Seychelles

Mme Elizabeth Agathine, Secrétaire générale du Ministère de la planification économique, a rappelé que 2019 est l'année où le processus d'ENV a été lancé aux Seychelles avec l'autorisation du Président et du gouvernement. Le Ministère de la planification économique a dirigé le processus d'ENV, avec l'aide du Ministère des affaires étrangères et du Bureau national des statistiques. Des séries de consultations ont été organisées avec des représentants du gouvernement, du secteur privé, de la société civile et du milieu universitaire. Les Seychelles ont fait une présentation virtuelle des ENV en juillet 2020. Avec l'éruption de COVID-19, la majorité des consultations ont été menées virtuellement. Les activités prévues avec les parties prenantes en vue de sensibiliser aux ODD et au processus d'ENV ont dû être reportées ou annulées. La méconnaissance des ODD dans certaines

Seychelles : Enseignements tirés de la préparation des ENV dans le contexte de la COVID-19

- ✓ *Une orientation et une préparation en amont entre les parties prenantes au niveau national sont essentielles pour garantir le caractère inclusif du rapport et son établissement en temps opportun.*
- ✓ *L'élaboration d'une évaluation de référence peut s'avérer utile pour identifier les données disponibles, harmoniser les ODD avec les plans et stratégies nationaux de développement, et assurer la sensibilisation tout au long du processus.*
- ✓ *Les nouvelles approches dans la voie à suivre permettront notamment d'examiner les moyens de transformer les défis en opportunités de croissance, de créer et de tirer parti des partenariats et des relations de travail avec tous les partenaires.*
- ✓ *L'évaluation et le renforcement des systèmes statistiques nationaux et des capacités d'amélioration du suivi-évaluation et de l'établissement de rapports sont nécessaires.*
- ✓ *La COVID-19 a eu un impact sur l'enveloppe budgétaire des Seychelles et a réorienté les priorités vers le redressement socio-économique. Par conséquent, il est impératif de procéder d'urgence à une évaluation des stratégies de développement afin d'honorer des engagements nationaux et internationaux tels que les ODD et l'Agenda 2063.*

sphères entraîne une diminution de la capacité à effectuer un suivi et une évaluation efficaces des ODD.



Bénin

M. Todegnon Toussaint, Directeur de la coordination et des politiques relatives aux ODD, au Ministère de la planification, a indiqué que son pays avait participé à trois reprises au FPHN : en 2017 (éliminer la pauvreté et promouvoir la prospérité), en 2018 (transformation vers des sociétés durables) et en 2020 (Se focaliser sur les 17 ODD). La préparation des ODD s'est faite en cinq étapes avec des solutions telles que l'ajustement des calendriers de travail, des vidéoconférences et des webinaires, ainsi que le ciblage des parties prenantes identifiées pour faciliter la préparation.

Le Bénin a tiré les enseignements suivants : renforcer les mesures de prévention de la COVID-19 et consolider l'intégration des objectifs dans les politiques et stratégies de développement à tous les niveaux. La COVID-19 a mis à l'épreuve les systèmes de mise en œuvre des politiques publiques du Bénin. Par conséquent, il est indispensable de consolider les efforts actuels pour étendre la numérisation dans presque tous les domaines (éducation, santé, administration, etc.).

II. Mécanismes institutionnels et moyens de mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2063 au niveau national

Ouganda

M. Hadard Arinaitwe, économiste principal au Cabinet du Premier ministre, a présenté les moyens de mise en œuvre des ODD. Il existe une structure inclusive composée de représentants du parlement, du gouvernement, de groupes de travail sectoriels, entre autres. Des efforts ont été consentis pour harmoniser les ODD avec le plan national de développement dénommé « Vision 2040 ». Les principes de mise en œuvre des ODD comprennent le fonctionnement au sein des structures existantes, l'inclusion, l'intégration, la planification conjointe et l'harmonisation. Les ODD sont mis en œuvre par le biais du mécanisme national de mise en œuvre (MNI), et tous les acteurs sont censés parvenir à la réalisation des ODD à travers leurs politiques et programmes. Le cadre de coordination a été conçu autour de cinq domaines thématiques : **Planification et intégration ; Financement ; Gestion des données ; Coordination, suivi-évaluation et établissement de rapports ; et enfin Communication et vulgarisation.**

Le Gouvernement ougandais a implicitement intégré 69 % des cibles des ODD dans son Deuxième plan national de développement pour la période allant de 2015-2016 à 2019-2020). La mise en œuvre institutionnelle des ODD est guidée par un cadre national multipartite pour la coordination des ODD, ancré dans les dispositifs d'intégration et de coordination du gouvernement. La gouvernance, l'environnement et le secteur industriel ont été identifiés comme étant capables d'accélérer la réalisation des objectifs du Deuxième plan national de développement et, notamment, les ODD. Cette démarche a été guidée par un modèle ougandais des objectifs de développement durable intégrés (ODDI). En raison du confinement



imposé par la pandémie de la COVID-19, les interactions se sont faites de manière virtuelle, ce qui a permis une large participation et une réduction des coûts.

Djibouti

M. Abdou-Razak Idriss, Secrétaire général et représentant du Ministère de l'économie et des finances, a fait état des efforts consentis par Djibouti pour parvenir à la mise en œuvre des ODD. Bien que le pays n'ait pas encore soumis d'ENV, le Ministère des finances s'est efforcé d'intégrer les ODD au niveau national, conformément à la Vision Djibouti 2035. Des réunions de concertation entre ministères ont été tenues. Un comité de haut niveau dirigé par le chef de l'État et un comité stratégique dirigé par le Ministre des finances ont été créés. En outre, une unité spéciale a été mise en place au sein des services du Premier ministre chargée de coordonner les efforts de mise en œuvre des ODD. M. Idriss a exprimé sa gratitude pour la tenue de l'atelier, qui a servi de bonne plateforme de partage d'expériences.

Ghana

Le **Dr Felix Addo-Yobo**, Directeur de la division des politiques à la Commission nationale de planification du développement, a affirmé que les ODD ont été intégrés dans les processus de planification et de budgétisation aux niveaux national et infranational. Le cadre politique est compatible avec les ODD et l'Agenda 2063. Les ODD ont été intégrés dans un programme de coordination où les plans sectoriels et de district reflètent les ODD ainsi que l'Agenda 2063, et le S&E au niveau national, sectoriel et de district comprend les indicateurs des ODD et de l'Agenda 2063. En outre, il existe un mécanisme de coordination des ODD qui est coprésidé par le Président. Les ministères, les départements, les agences, les assemblées métropolitaines, municipales et de district sont impliqués au niveau de la mise en œuvre, tandis qu'un comité ministériel de haut niveau supervise la planification globale et la réalisation des programmes.

III. Questions transversales aux ENV et à l'Agenda 2063

OIM-Djibouti

M. Christos Christodoulides, chargé de projets au bureau de l'OIM à Djibouti, a fait un exposé sur le lien entre la migration et le développement. Il a d'abord indiqué que Djibouti est un pays de transit important pour les migrants, et que la plupart d'entre eux viennent d'Éthiopie. Tout récemment, des migrants en provenance du Yémen sont revenus à Djibouti et un soutien a été apporté à l'Institut national de la statistique pour créer une base de données permettant de suivre les flux de migrants.

En 2020, l'OIM a offert des services d'aide au retour volontaire à 537 migrants. Ce chiffre est inférieur à celui de 2019. L'OIM offre une palette d'activités parmi lesquelles la recherche et



l'évaluation, la mise au point et la prestation de formations à la gestion des frontières, le soutien à la construction et à l'équipement de postes frontaliers, la mise à disposition d'un système d'information pour la gestion des frontières, le soutien au renforcement de la coopération interagences et transfrontalière. M. Christodoulides, dans son exposé, a souligné l'importance de la pérennité des interventions et du soutien des donateurs, de la collaboration interinstitutionnelle et des relations bilatérales.

PNUD-Djibouti

Mme Fatima El Sheikh, Représentante résidente du PNUD, a affirmé que les questions d'égalité des sexes sont prises en compte dans les stratégies de développement des ENV et au-delà. Son exposé a souligné les actions prises progressivement par le Gouvernement de Djibouti en matière d'égalité des sexes. Elle a indiqué qu'un mécanisme autonome ou d'observation qui examine la question de genre a été mis en place. Un référentiel permettant des comparaisons entre Djibouti et les pays arabes a également été créé. Le PNUD travaille avec le Ministère de la communication afin de mettre en place des espaces pour personnes défavorisées. Des dialogues avec des femmes chefs de file dans les secteurs public et privé ont été noués.

Mali

M. Moussa Kondo, Directeur de pays d'Accountability Lab, a mis l'accent sur la perspective de la société civile dans son exposé. Il a affirmé que les gouvernements ont utilisé la pandémie de la COVID-19 comme prétexte pour fermer l'espace civique, restreindre la liberté d'expression et consolider les réseaux de corruption. D'autre part, les organisations de la société civile (OSC) ont pallié les manquements lorsque les gouvernements étaient lents à réagir, par exemple en fournissant des services essentiels, notamment des soins de santé et une aide psychologique, de la nourriture et des équipements de protection individuelle (EPI). Au Mali, des efforts importants ont été déployés pour contrer la désinformation et les fausses nouvelles, et des messages sur la COVID19 ont été partagés en bambara et en français. Outre les contraintes politiques, les personnes travaillant pour des OSC ont dû faire face à des problèmes de santé mentale. Pour assurer la pérennité du secteur, il faut reconnaître la pression à laquelle le personnel est confronté et le bien-être émotionnel, physique et numérique dont il a besoin pour survivre. La société civile doit être considérée comme une composante essentielle des sociétés saines et démocratiques. Lorsqu'il est difficile d'avoir des contacts en personne avec les communautés, il est indispensable de nouer avec elles des rapports sincères et profonds pour faire entendre leurs voix.

Sierra Leone

Le **Dr Sheka Bangura**, Directeur de la planification au Ministère de la Planification et du développement économique, a parlé des **soins de santé et de la résilience institutionnelle**



en Sierra Leone. Son gouvernement a pris des mesures proactives avant que le premier cas de COVID-19 ne soit enregistré le 30 mars 2021, soit quatre mois après le début de la pandémie. Les stratégies employées s'inspirent largement de l'expérience du pays dans la lutte contre Ebola. Un plan national de préparation et de riposte sanitaire face à la COVID-19 (HPRP) 2020 et un programme d'action rapide pour la relance économique (QAERP) 2020 ont été adoptés. L'objectif du premier est de se préparer adéquatement à contenir la pandémie ou à limiter la transmission locale par des stratégies d'endiguement, et à réduire la mortalité par une surveillance efficace de la maladie et une gestion des cas. À cet égard, certains des objectifs à atteindre sont l'identification, l'isolement et la prise en charge précoce des patients, la communication d'informations sur les risques et des sessions d'informations à l'intention de toutes les communautés, ainsi que la lutte contre la désinformation. Le QAERP, quant à lui, vise à atténuer les chocs économiques causés par COVID-19.

La Sierra Leone a étroitement collaboré avec l'équipe de pays des Nations Unies afin d'entreprendre une évaluation de l'impact socio-économique de la COVID-19 et de préparer un plan de riposte et de redressement autour des cinq piliers des Nations Unies que sont la santé avant tout, la protection des personnes, la riposte et le redressement économiques, la riposte macroéconomique et la coopération multilatérale, la cohésion sociale et la résilience des communautés. La COVID-19 ne fait que renforcer la détermination du Gouvernement de la Sierra Leone à faire respecter les ODD et l'aspiration 7 de l'Agenda 2063 ; le pays présentera un ENV au FPHN en 2021 pour la troisième fois.

IV. Lignes directrices actualisées pour l'établissement de rapports sur les ENV et le FPHN 2021

DAES-ONU

Mme Tonya Vaturi, Responsable du développement durable, au Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et de la coordination, Division des objectifs de développement durable du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES-ONU), a partagé les lignes directrices actualisées relatives aux ENV présentées par le Secrétaire général des Nations Unies. En 2020, les ENV ont porté sur les questions liées à l'élimination de la pauvreté et la sécurité alimentaire, à l'égalité des sexes et à la violence sexiste, ainsi qu'à la perturbation des marchés financiers. En 2021, l'accent sera mis sur les examens locaux volontaires (ELV), les défis émergents tels que l'impact du changement climatique et les plans de redressement face à la COVID-19. En 2021, 43 pays au total présenteront leur ENV, dont l'Angola (pour la première fois), Cabo Verde, le Niger et la Tunisie (pour la deuxième fois), et l'Égypte (pour la troisième fois). La structure des ENV en 2021 comprendra une déclaration liminaire, une section sur la politique et l'environnement



favorable, les progrès sur les ODD et leurs cibles, ainsi que la conclusion et la marche à suivre. L'ENV est prêt et est maintenant disponible en ligne¹.

Mme Saras Jagwanth, Responsable du développement durable à la Division des institutions publiques et de l'administration numérique du DAES, a ouvert son exposé par la présentation des principes du Comité d'experts de l'administration publique (CEPA) en déclarant que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est transformateur et vise à pousser les pays et les parties prenantes à parvenir à des changements profonds et inclusifs. Des institutions efficaces, inclusives et responsables sont essentielles pour gérer un changement rapide. Les 11 principes du CEPA ont été approuvés par le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) en 2018. Huit stratégies autour de l'élaboration de politiques saines ont été adoptées et des notes d'orientation ont été élaborées. Ces notes fournissent un ensemble de lignes directrices succinctes, accessibles et cohérentes pour l'identification, le suivi et l'évaluation des défis politiques qui nécessitent la mise en œuvre de mesures de riposte transversales et multidimensionnelles.

Ainsi, il s'avère nécessaire d'avoir des institutions axées sur l'intégration et la coordination, telles que des organes de coordination à la Présidence ou au sein du bureau du Premier ministre, chargés des ENV. Les défis auxquels les pays sont confrontés sont les suivants : l'intégration des ODD se fait au coup par coup et la planification et la mise en œuvre sont cloisonnées, le renforcement des capacités des officiels des commissions de planification et des institutions connexes est insuffisant pour gérer les processus de changement liés au Programme de développement durable à l'horizon 2030, les processus de planification n'impliquent pas suffisamment les parties prenantes au sein du gouvernement, de la société civile et du secteur privé. Parmi les recommandations proposées, notons, entre autres, les suivantes : mener des exercices de simulation et de cartographie, organiser des forums de consultation multipartites, établir des mécanismes institutionnels coordonnés dans lesquels tous les niveaux de gouvernement sont impliqués.

V. **Suivi et évaluation des outils des ODD et de l'Agenda 2063**

Commission de l'UA

Mme Josephine Etima, experte en Suivi-évaluation à la Direction de la planification stratégique de la Commission de l'UA, a présenté le travail de la Commission sur l'Agenda 2063 et les ODD. Le suivi-évaluation des ODD repose essentiellement sur le Cadre de S&E de

¹

https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/27171SG_Guidelines_2021.final.pdf.



l'Agenda 2063 et le Manuel des indicateurs de base guidés par le cadre conjoint UA-ONU pour mettre en œuvre l'Agenda 2063 et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les deux organisations ont convenu de promouvoir les éléments suivants : rapports intégrés et homogènes des États membres par le biais de cadres de développement, participation au FPHN et au ENV, implication des entités concernées de l'UA et de l'ONU dans la mise en œuvre des rapports des deux agendas, mise en place de méthodologies et de plateformes de données continentales et nationales complètes et intégrées, couvrant les indicateurs pertinents contenus dans les deux programmes.

Des étapes importantes ont été franchies, telles que l'approbation par le groupe de travail technique de la mise à jour du cadre des indicateurs de base en 2020. Le groupe de travail technique de la Commission de l'UA, dont fait partie le MAEP, fournit des conseils techniques et une supervision sur la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports de l'Agenda 2063. En outre, la Commission de l'UA continuera à déployer le cadre de S&E de l'Agenda 2063 et l'outil d'établissement de rapports en 2021.

CEA

Le **Dr Bartholomew Armah**, Responsable de la planification du développement à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), a rappelé dans son exposé que les États membres africains ont ratifié plusieurs instruments continentaux et mondiaux tels que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (encore appelé objectifs de développement durable – ODD) et le cadre de Sendai sur la réduction des risques de catastrophe. La CEA s'efforce d'assurer la cohérence horizontale (en identifiant les liens entre les multiples programmes de développement) et la cohérence verticale (en évaluant le niveau d'harmonisation entre les programmes internationaux et les priorités nationales ou infranationales). Les synergies peuvent être encouragées et les compromis entre les secteurs réduits, si l'intégration est activement poursuivie. Le **Dr Tadele Ferede** a ensuite fait une démonstration de la boîte à outils de la CEA et de la manière dont l'harmonisation entre les plans nationaux de développement et les ODD est mesurée et codée à l'aide de couleurs.

SDGCA

Mme Olive Dushime, Conseillère en suivi-évaluation au Centre africain pour les ODD (SDGCA), a affirmé dans sa communication que l'Afrique n'est toujours pas parvenue à la réalisation des cibles des ODD et que l'intégration des ODD dans les plans nationaux reste incomplète. Seuls 41 % (96/232) des indicateurs des ODD disposent de données. Les principaux défis qui se posent à la mise en œuvre sont l'insuffisance des ressources financières allouées, l'insuffisance de données, le manque de capacités dans la fonction publique, le manque de volonté politique, l'absence de mécanisme d'exécution des budgets publics, la corruption, le manque de cohésion politique et de coordination entre les différents niveaux de gouvernement. Le SDGCA a créé un système de suivi et d'établissement de rapports sur les ODD et l'Agenda 2063, qui permet aux pays de produire des rapports au niveau national pour



évaluer la performance de leurs programmes de développement. Les caractéristiques de ce système sont l'accessibilité, l'adaptabilité, la convivialité, la sécurité, la fiabilité des données et la disponibilité de tableaux de bord.

AUDA-NEPAD

M. Simon Kisira, Expert principal de l'Agenda 2063 à l'Agence de développement de l'Union africaine-Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (AUDA-NEPAD), a indiqué dans son exposé que l'AUDA-NEPAD, en collaboration avec la Commission de l'UA, le MAEP, la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), ont mis en place le Cadre de S&E de l'Agenda 2063 et le Manuel des indicateurs de l'Agenda 2063. L'AUDA-NEPAD fournit un soutien technique aux États membres sur la domestication de l'Agenda 2063 et l'intégration du S&E dans leurs plans nationaux de développement (PND). Le Cadre de S&E de l'Agenda 2063 est l'instrument qui permet d'évaluer et de rendre compte des performances, et les pays peuvent produire leurs rapports en utilisant le modèle existant de l'AUDA-NEPAD.

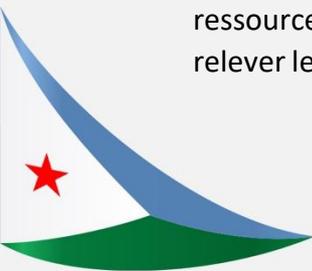
Djibouti

Mme Mariam Hamadou Ali, Directrice au Ministère de l'économie et des finances, a évoqué dans sa communication la vision nationale 2035. Cette vision vise à faire de Djibouti le centre économique et financier de la région d'Afrique de l'Est. Mme Ali a poursuivi en disant que Djibouti a reçu plusieurs équipes de l'UA avec lesquelles il a été convenu d'harmoniser l'Agenda 2063 et le PND. En outre, le chef de l'État s'était déjà engagé en 2015, à mettre en œuvre les ODD. Quatre-vingt-dix pour cent des objectifs du PND ont été mis en phase avec les ODD. *Cependant, des défis subsistent. Il s'agit notamment de l'absence de politiques sectorielles dans certains départements, du manque de données et de lacunes en matière de mobilisation des ressources. Malgré l'existence d'un comité de coordination, celui-ci présente des faiblesses et n'a pas produit les résultats escomptés.* Djibouti, comme l'a expliqué Mme Ali, avait déjà commencé à préparer son premier ENV en 2020, mais il ne pourrait être soumis que lors du FPHN 2021.

VI. Apprentissage entre pairs sur les cadres nationaux de S&E

Afrique du Sud

M. Lusanda Batala, Expert sectoriel principal au Ministère de la planification, du suivi et de l'évaluation de l'Afrique du Sud, a évoqué dans son exposé comment l'épidémie de la COVID-19 est un sinistre rappel du fait que nous vivons dans un village global. Les processus de suivi-évaluation permettent d'évaluer les performances et d'identifier les facteurs qui contribuent à l'obtention de résultats. Le S&E permet de prendre des décisions sur l'allocation des ressources publiques fondées sur des données probantes et aide à déterminer comment relever les défis et reproduire les cas de réussite. En outre, le S&E doit être transparent, fondé



sur les droits et orienté vers le développement au niveau national, institutionnel et local. En Afrique du Sud, le suivi des programmes de développement s'effectue par le biais du cadre stratégique à moyen terme (CSMT) et du mécanisme de coordination institutionnel établi qui garantit que toutes les parties prenantes sont impliquées dans l'évaluation de la mise en œuvre et des progrès. En outre, par le biais du bureau des statistiques de l'Afrique du Sud – Statistics South Africa (StatsSA), un cadre intégré d'indicateurs (IIF) a été mis en place et un système intégré de suivi appelé Goal Tracker est sur le point d'être mis en application en vue de faciliter le suivi des progrès de tous les différents programmes de développement – le Plan national de développement de l'Afrique du Sud, le RISDP de la SADC, l'Agenda 2063 de l'UA et les ODD de l'ONU.

VII. Financement des ODD et partenariats horizontaux en vue de la gouvernance des ODD et de l'Agenda 2063

Bureau régional du PNUD - Éthiopie

M. David Ozomuafoh a présenté un exposé au nom de Mme Roselyn Akombe, Chargée de la gouvernance au Bureau régional du PNUD en Éthiopie. Le PNUD, a-t-il dit, veut obtenir des progrès tangibles en matière d'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions et arriver à préserver les personnes de ce fléau. Un soutien aux pays est disponible et s'articule autour de six domaines d'impact stratégiques : la gouvernance des ressources naturelles, l'emploi et l'autonomisation des jeunes, la transformation économique structurelle, l'énergie durable, le changement climatique, ainsi que la paix et la sécurité. Cette offre stratégique est fondée sur le plan stratégique du PNUD 2018-2021. De même, elle est absolument conforme aux initiatives continentales, telles que l'Agenda 2063 et la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA).

SDGCA-Rwanda

Le Dr Enock Nyorekwa Twinoburyo, Économiste principal au SDGCA-Rwanda, a présenté les progrès réalisés et les difficultés rencontrées dans le financement de la mise en œuvre des ODD en Afrique. Après la première récession qui a frappé le continent en 2020 depuis plus de 30 ans, l'Afrique est à la croisée des chemins et sort d'une double crise (sanitaire et économique). Outre la crise sanitaire, le continent se dirige vers une autre crise, celle de la dette. Le Dr Twinoburyo a fait remarquer que 20 pays africains ne collectent que 13 % de l'impôt (le seuil minimum pour répondre aux besoins de base). La mobilisation de ressources doit être augmentée de façon spectaculaire car le déficit de financement des ODD se situe entre 500 milliards et 1,2 trillion de dollars américains (plus de 20 % du PIB). Parmi les autres tendances notables depuis l'épidémie de la COVID-19, on note un déclin de l'aide publique au développement (APD), des transferts de fonds et des investissements directs étrangers (IDE), alors que la fuite des capitaux (et sans doute aussi les FFI) est en hausse.



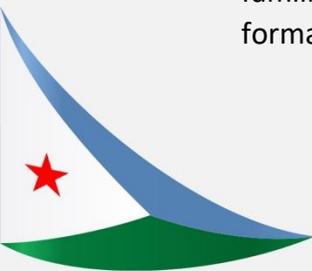
En conséquence, la dette publique et les risques y afférents sont plus élevés que jamais, ce qui pousse certains pays à demander et à bénéficier d'un allègement du service de la dette. Il a également insisté sur le renforcement des réformes de gouvernance afin d'améliorer l'efficacité des recettes et des dépenses publiques, l'augmentation de l'APD pour une réforme des recettes tout en se concentrant sur des réformes économiques judicieuses afin de restaurer une croissance résiliente. L'Afrique doit améliorer sa solvabilité pour attirer des ressources colossales de près d'un demi-trillion de dollars US en actifs à faible rendement.

BAD

M. Paul Mpuga, Économiste en chef au bureau de la Banque africaine de développement (BAD) à Addis-Abeba, a attiré l'attention sur la très faible capacité de mobilisation fiscale (17 % en moyenne) en Afrique. Il a indiqué que la COVID-19 a eu un impact sur le secteur de la santé et la croissance économique. Pour parvenir à la réalisation des ODD, il faut éradiquer les détournements des fonds publics. De même, il est essentiel d'amener le secteur privé à financer les projets de développement, car les possibilités de financement sont nombreuses. Récemment, la BAD a émis une obligation de 3 milliards de dollars US qui a été sursouscrite. Les transferts de fonds et les IDE doivent être mis à profit pour renforcer le développement. La ZLECA, selon M. Mpuga, est un moteur de croissance pour le continent.

Maurice

Mme Praateema Kutwoaroo, Analyste principale au Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international, a dressé un tableau des progrès réalisés par l'île Maurice dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le pays a présenté son premier rapport d'ENV le 18 juillet 2019. Sa réalisation est le fruit d'une approche inclusive, collaborative et englobant toute la société. Avant la COVID-19, le pays avait déclaré avoir atteint les objectifs. Cependant, ces réalisations sont menacées par l'arrivée de la pandémie, le produit intérieur brut (PIB) s'étant contracté de 15,2 %. En ce qui concerne la gestion de la COVID-19, l'île Maurice n'a enregistré aucun nouveau cas depuis avril 2020. Le Gouvernement de l'Inde a fait don d'un premier lot de 100 000 vaccins Oxford Astra-Zeneca en janvier 2021, et un deuxième lot est arrivé le 21 février 2021. Le PNUD a aidé Maurice à acheter des EPI et a soutenu la construction d'une clinique de vaccination contre la grippe, et a contribué à hauteur de 2 millions de dollars US pour l'achat de vaccins contre la COVID-19 par le biais du mécanisme COVAX. L'île Maurice dispose d'une sorte de plan Marshall contre la pauvreté comprenant une politique de l'État-providence bien établie, l'enseignement gratuit, des services de santé gratuits, un système de protection sociale et le droit pour tous à une pension vieillesse à caractère non contributif. L'État-providence mauricien prévoit également un salaire minimum, un impôt négatif sur le revenu, des logements sociaux, des allocations familiales, du matériel scolaire, des frais d'examen gratuits, ainsi que des indemnités de formation, de placement et de crèche.



VIII. Préparatifs du Forum africain sur le développement durable et du FPHN 2021

CEA

M. Charles Akol, Responsable des affaires environnementales à la CEA, a présenté l'état des préparatifs de la septième session du Forum régional africain sur le développement durable (FRADD) et du FPHN 2021. Ayant reçu un mandat de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), le FRADD est organisé chaque année sous la forme d'une conférence de ministres avec la participation de la Commission de l'UA, de la BAD et du système des Nations Unies. Il constitue une plateforme multipartite pour le suivi et l'évaluation des progrès accomplis et des défis rencontrés dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063. Le FRADD 2021 reconnaît la lenteur de la mise en œuvre et identifie des actions et des mesures pour faire en sorte que les pays africains bâtissent un avenir meilleur, fondé sur des bases solides et dépourvu de COVID-19.

Le FRADD 2021 aura pour but de renforcer les ENV et les ELV, et à établir des liens efficaces entre les deux. La 7^e session du FRADD facilitera l'apprentissage, ainsi que le partage d'approches, d'outils et d'expériences. Elle permettra d'identifier des actions ambitieuses, d'assurer une reprise durable après la COVID-19 et d'intensifier de façon significative la réalisation des ODD à l'horizon 2030. Le thème de cette année est « Mieux construire l'avenir : vers une Afrique résiliente et verte pour assurer la réalisation du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 ». Le FRADD 2021 se tiendra à Brazzaville (Congo) du 1^{er} au 4 mars 2021. La participation se fera en présentiel et en mode virtuel.

Expériences de pays africains

Égypte

Mme Amiral Ismail, Ministre déléguée au développement durable au Ministère égyptien de la planification et du développement économique, a présenté la politique de son pays en matière d'ODD. L'Égypte a soumis des ENV en 2016 et 2018 et s'apprête à en présenter un troisième en 2021. Parmi les défis à relever, Mme Ismail a mentionné l'accessibilité des données, le financement, la gouvernance et la forte croissance démographique. Les données ne sont pas classées en fonction de l'emplacement géographique, du genre, de l'âge ou du handicap. Pour surmonter ces difficultés, une stratégie statistique nationale a été élaborée, les capacités techniques des employés ont été renforcées et un projet axé autour d'une approche d'intégration, d'accélération et d'appui aux politiques a été lancé.

L'Égypte s'attache à améliorer l'environnement des affaires et des investissements, encourage les partenariats public-privé pour créer un fonds souverain et met en œuvre une stratégie de transition vers l'économie verte.



En outre, pour remédier aux manquements en matière de gouvernance, un plan global de réforme de l'appareil administratif a été lancé, et une évolution vers la numérisation est encouragée. La population de l'Égypte a dépassé les 100 millions d'habitants, mais 65 % d'entre eux ont moins de 30 ans. Les investissements dans l'éducation, la santé et les programmes de sécurité sociale, tels que l'initiative « vie décente », doivent permettre de récolter des dividendes démographiques. Pour ce qui est de l'atténuation de la COVID-19, le Gouvernement égyptien s'est efforcé de trouver un équilibre entre la santé de la population et le maintien de l'activité économique. Une approche tridimensionnelle a été adoptée en vue d'alléger le fardeau des secteurs les plus touchés tels que le tourisme, l'aviation, les petites et moyennes entreprises, pour soutenir les travailleurs occupant un emploi précaire par le versement d'allocations mensuelles en espèces pendant six mois, et pour redéfinir les priorités en se concentrant davantage sur les secteurs et activités flexibles et économiquement forts, tels que l'éducation, la santé, la logistique, l'industrie manufacturière et l'économie verte.

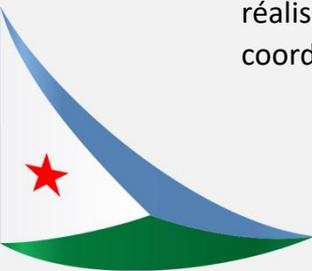
Tchad

M. Ngomina Bramingar, Coordonnateur technique de la plateforme de suivi des ODD, au Tchad, a partagé les efforts consentis par son pays dans la mise en œuvre des ODD. Le Tchad a présenté son premier ENV en 2019 et a reçu l'autorisation de soumettre son deuxième ENV en 2021. Un comité technique interministériel chargé des préparatifs du FPHN 2021 a été mis en place. Cette structure travaille en étroite collaboration avec le Ministère de l'économie, de la planification et de la coopération internationale, la Commission permanente chargée du suivi des ODD, la Plateforme de suivi des ODD et l'Unité de suivi des indicateurs des ODD. Une feuille de route avec des activités détaillées a été élaborée en vue de l'ENV en 2021.

Un budget a également été approuvé et les déficits financiers seront, on l'espère, comblés entre autres par le PNUD, la BAD et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La crise de la COVID-19 a retardé les activités de préparation de l'ENV du Tchad. Les difficultés rencontrées concernent l'affectation des ressources à d'autres priorités, le report du lancement officiel de l'élaboration de l'ENV et du PND 2022-2026, la faible mobilisation des ressources pour le financement du PND 2017-2021 et la mise en œuvre des ODD. Le Tchad entend mobiliser des ressources nationales et étrangères pour financer son PND actuel, accroître la disponibilité des données et la capacité de suivi des ODD, et mobiliser des financements innovants afin de parvenir à la mise en œuvre des programmes internationaux.

Tunisie

M. Belgacem Ayed, Point focal ODD auprès du Ministère de l'économie, des finances et du soutien à l'investissement, en Tunisie, a présenté l'expérience de son pays dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En Tunisie, la coordination des ODD est dirigée par le Ministère des affaires étrangères, qui offre un

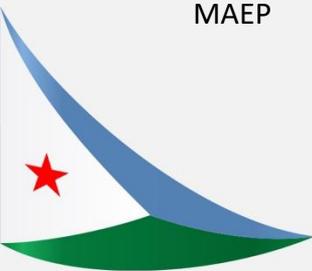


leadership diplomatique, tandis que le Ministère de l'économie, des finances et du soutien à l'investissement s'occupe des aspects techniques et facilite la coordination entre les partenaires. Chaque groupe d'ODD est dirigé par un ministère technique, qui comprend toutes les parties prenantes, étatiques et non étatiques, et implique des organismes tels que le PNUD, la FAO et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Un portail en ligne sur les ODD en arabe, français et anglais a été lancé fin 2020, qui offre des informations fiables et des mises à jour sur les réalisations et les indicateurs du développement durable. Des travaux d'évaluation de l'impact socio-économique de la COVID-19 sur les ménages tunisiens et les mesures de confinement sur la pauvreté des enfants ont été entamés. Les préparatifs sont en cours pour soumettre un ENV plus tard cette année. La Tunisie a été confrontée à des défis liés à l'implication des parties prenantes dans le processus d'intégration, de localisation et d'appropriation des ODD.

C. Discours de clôture²

- Au nom du Ministre djiboutien des affaires étrangères, M. Moussa Omar, assistant du ministre et Point focal du MAEP à Djibouti, a remercié le Secrétariat continental du MAEP d'avoir organisé un tel atelier à Djibouti, qui est arrivé à point nommé, puisque Djibouti prépare son ENV cette année. Les experts nationaux ont également fait allusion à la nécessité de maintenir de telles plateformes régionales pour apprendre les uns des autres et évaluer le niveau de convergence des deux programmes et leur mise en œuvre dans les pays.
- La pérennité du processus et la poursuite de ces activités régionales sont vivement encouragées. Les pays ont également exprimé leur volonté de collaborer afin de tirer parti des partenariats avec la GIZ et d'autres donateurs émergents des pays du sud, pour relever les défis qui se posent régulièrement à la mise en œuvre des ODD sont constamment en Afrique, notamment le financement des programmes relatifs aux ODD, le renforcement des capacités statistiques, l'intégration de pratiques viables dans la planification nationale du développement et les outils de suivi-évaluation.

² Compte-rendu préparé par : Emmanuel Merissa et Sara Hamouda - Unité Agenda 2063 du MAEP





African Peer Review Mechanism (APRM)
230 15th Road, Randjespark
Midrand, South Africa
Tel: +27 (0) 11 256 3401

   
www.aprm-au.org